

Burundi : Évariste Ndayishimiye, héritier d'un pays aux innombrables défis

Le Point, 26/05/2020 L'arrivée au pouvoir de l'héritier du président Pierre Nkurunziza ne fait pas l'unanimité. Comment va-t-il gouverner, avec qui et surtout avec quels moyens ? D'ordinaire, le président du Burundi, c'est lui. Proclamé lundi vainqueur de la présidentielle du 20 mai dans le premier tour après avoir recueilli plus des deux tiers des voix, le général Évariste Ndayishimiye présente un visage a priori plus conciliant que son prédécesseur et mentor Pierre Nkurunziza, et que les autres durs du régime. Mais pourra-t-il s'affranchir de ceux qui l'ont placé là ? La question mérite d'être posée alors que des « montagnes de défis » l'attendent.

Un pilier du système Sans surprise, celui qui a été ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique en 2006, puis tout tour chef de cabinet militaire et civil du président, Évariste Ndayishimiye, 52 ans, a été élu en obtenant 68,72 % des voix selon les chiffres de la commission électorale, dénoncés à l'avance comme « fantaisistes » par l'opposition. À son surnom, était par son parti le CNDD-FDD comme l'héritier du président Pierre Nkurunziza, la tête du régime depuis 2005. L'un et l'autre sont issus des rangs de la rébellion hutue qui accéda au pouvoir à l'issue de la guerre civile (1993-2006). Évariste Ndayishimiye venait d'entrer à l'université du Burundi lorsque la guerre civile éclata en 1993. Il fut en deuxième année de droit quand fut perpétré le massacre de dizaines d'étudiants hutus par des extrémistes tutsis en 1995, un épisode dont il échappa par miracle et qui le convainquit de prendre les armes. Principal négociateur du CNDD-FDD lors de la signature en 2003 de l'accord de cessez-le-feu de la guerre civile, qui fit au moins 300 000 morts, il occupa ensuite plusieurs postes de haut niveau au sein du gouvernement, s'affirmant alors comme un homme de consensus. Désigné candidat en janvier, il est devenu l'un des hommes clés du système qui a verrouillé le pays depuis la crise de 2015. La réélection de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé avait alors débouché sur des violences politiques qui ont fait au moins 1 200 morts et se poursuivent. En tant que secrétaire général du parti au pouvoir, depuis 2016, Évariste Ndayishimiye originaire de la région de Gitega a plutôt prôné la tolérance politique et n'a pas eu à intervenir directement dans des violations des droits de l'homme. Mais il n'a pas empêché non plus les abus, commis notamment par les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du CNDD-FDD. Sa désignation est le résultat d'un compromis entre le président Nkurunziza et le petit groupe de généraux issus de l'ancienne rébellion hutue qui contrôlent avec lui tous les leviers du pouvoir, selon une étude publiée récemment par le groupe de réflexion l'Initiative pour les droits de l'homme au Burundi. Le chef de l'État, qui aurait préféré un civil, Pascal Nyabenda, le président de l'Assemblée nationale, a cédé face à ces généraux déterminés à ce qu'un militaire reste au sommet du pouvoir. Évariste Ndayishimiye, qui ne fait pas partie de ce groupe de généraux, leur est donc redevable et pourrait avoir du mal à s'emparer. Quelle marge de manœuvre pour Évariste Ndayishimiye ? Pourtant, plusieurs témoignages l'ayant connu à l'époque de la guérilla et interrogés par l'Initiative brossent le portrait de quelqu'un de simple, proche du peuple, plutôt tolérant, peu corrompu et ne s'inscrivant pas dans les schémas ethniques, mais aussi d'une personnalité manquant de caractère et plus encline à suivre un chef qu'à diriger. « C'est un homme plutôt ouvert, d'abord facile, qui aime blaguer et rire avec ses amis », mais aussi « plutôt colérique, (et qui) s'emporte très facilement au risque de s'enflammer », confirme un de ses amis à l'AFP, sous couvert de l'anonymat. « Il a une réputation d'ouverture et d'honnêteté contrairement aux autres généraux », déclare pour l'AFP un diplomate fin connaisseur des arcanes du pouvoir burundais. « C'était le meilleur choix, mais il aura fort à faire pour impulser le changement et l'ouverture à l'opposition dans un parti dominé par un courant extrémiste et sectaire. » Comme le président sortant, un évangélique à bord again, Évariste Ndayishimiye est un fervent croyant et pratiquant, mais de confession catholique. Cela pourrait aider le pouvoir à renouer avec l'Église catholique, qui n'a pas mâché ses mots à l'égard de la dérive observée depuis 2015. Le profil plutôt modéré pourrait aussi lui valoir une certaine bienveillance de la communauté internationale et l'aider à briser un peu l'isolement du pays. D'abord critique à l'égard de la Belgique, l'ancien colonisateur, et de l'Union européenne, il s'est montré plus conciliant ces derniers temps. Il a lancé des signaux d'ouverture à la communauté internationale, et elle est prête à le reconnaître et à renouer avec lui », explique un autre diplomate ayant requis l'anonymat. Relever une économie au bord du gouffre Le Burundi est d'ailleurs toujours sous le coup de sanctions de ses principaux bailleurs de fonds (UE, Belgique, Allemagne). Ce changement à la tête de l'État pourrait changer la donne alors que depuis cinq ans, et le troisième mandat du président sortant, le Burundi a vu son économie s'effondrer et le taux de pauvreté exploser. La dépréciation du franc burundais (Fbu), la pénurie de produits importés sont les conséquences de l'isolement du régime. Les retombées économiques de la crise sanitaire de Covid-19, même si le pays n'a pour l'instant officiellement recensé que 27 cas (1 décès) de coronavirus et n'a adopté aucune des mesures de confinement prises par ses voisins, pourraient de plus annihiler la timide embellie constatée ces derniers mois. « Sur le plan économique, le Burundi n'est pas encore sorti de la crise de 2015, car presque tous les indicateurs sont encore au rouge, même si une petite reprise semblait s'amorcer », déclare à l'AFP Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome, une des principales organisations burundaises de lutte contre la corruption. La Banque mondiale projetait une croissance de 2 % pour 2020, un taux en hausse constante depuis 2017, après deux années de récession en 2015 (-3,9 %) et 2016 (-0,6 %) très inférieur à celui de la plupart des pays africains. « Malheureusement, ce petit espoir est en train d'être hypothéqué par les conséquences de la crise sanitaire », estime l'activiste. Le gouvernement a ordonné, comme seule mesure significative, la fermeture des frontières, seule celle avec la Tanzanie restant ouverte aux poids lourds. Depuis, le commerce transfrontalier est paralysé et les hôtels et restaurants de Bujumbura sinistrés. « D'habitude, notre clientèle est constituée de plus de 90 % de commerçants congolais (€) Aujourd'hui, nos chambres sont vides », se lamente Gérard, gérant d'un hôtel de Bwiza, un quartier populaire de Bujumbura. Les devises étrangères, dont le pays manquait cruellement depuis 2015, se sont encore raréfiées, constatent les cambistes, contraints à travailler clandestinement depuis que le gouvernement a décidé en février la fermeture de tous les bureaux de change. Cette mesure avait été prise pour lutter contre la dépréciation du franc burundais. Mais, « l'euro est passé de 2 800 à 3 400 Fbu » au minimum, témoigne l'un de ces cambistes. La banque centrale du Burundi (BRB) ne dispose plus que de deux à trois

semaines de réserves en devises étrangères pour les importations, contre trois mois avant le début de la crise. Pour Faustin Ndikumana, un analyste indépendant, de nombreux secteurs de l'économie locale sont à l'agonie. Sur le plus gros marché de Bujumbura, « les grossistes de matériaux de construction, les banques, les taxis et autres véhicules de transport ont vu leur activité chuter drastiquement, pour certains de plus de 80 % », affirme-t-il. Le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Selon une estimation de la Banque mondiale, 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ce taux était d'environ 65 % à l'arrivée au pouvoir de Pierre Nkurunziza en 2005. Le taux de chômage des jeunes est de 65 % selon la Banque africaine de développement (BAD), et six enfants sur dix présentent un retard de la croissance à cause de la malnutrition. « Le bilan économique des 15 années de pouvoir de Nkurunziza est catastrophique. Il a fait reculer le Burundi sur tous les plans. Il a totalement isolé le pays de ses bailleurs de fonds traditionnels et même des pays voisins, c'est une calamité », s'indigne Aimé Magera, porte-parole de l'opposition du principal parti d'opposition. Le président Nkurunziza assure qu'il laissera « son successeur des caisses remplies à ras bord d'argent ». Mais « le variste Ndayishimiye semble lui-même ne pas être dupe ». Il a promis « de lutter contre la pauvreté et de développer le pays ». Mais « Il devra marcher sur une dangereuse corde raide dans les hautes sphères du parti au pouvoir » entre « des intérêts puissants et concurrents », note l'Initiative, alors que Pierre Nkurunziza, docteur en droit, il est aussi proche, n'entend pas s'effacer complètement. Entre le marteau et l'enclume « Le général Ndayishimiye sera entre le marteau et l'enclume. Il va marcher sur des « ufs au cours des premières années et devra attendre longtemps avant d'acquiescer une certaine marge de manœuvre », prévoit pour l'AFP un cadre de son parti, sous couvert de l'anonymat. En effet, Pierre Nkurunziza ne compte pas s'effacer de sitôt. Il a été élevé au rang de « guide suprême du patriotisme ». Un titre ronflant qui est pourtant central dans ce nouveau tournant que prend le Burundi. « Ce titre, Pierre Nkurunziza sera à l'avenir consulté sur des questions relatives à la sauvegarde de l'indépendance nationale, à la consolidation du patriotisme et à l'unité nationale », précise une loi votée en mars. Il prévoit aussi, à côté de la reddition à laquelle il aura droit, des « mesures d'accompagnement » qui doivent lui permettre de mener à bien sa mission. L'Assemblée avait adopté en janvier un projet de loi octroyant au président Nkurunziza de très nombreux avantages à la fin de son mandat : une villa de très haut standing, une allocation d'environ 500 000 euros et pour le reste de sa vie une indemnité égale aux émoluments d'un député. Alors que son successeur doit être investi en août pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, à la fin du mandat du président sortant, l'opposition ne compte pas accepter les résultats de la présidentielle. Le Conseil national pour la liberté, CNL, de l'opposant Agathon Rwaso, qui a boycotté l'annonce des résultats, a dénoncé une « mascarade électorale », un « scrutin non crédible » et confirmé son intention de saisir la Cour constitutionnelle. « Nous sommes en train de confectionner notre dossier de plainte, et nous allons nous conformer à la loi, et demain (mardi) ou après-demain (mercredi) nous allons déposer (notre recours) pour que la Cour (constitutionnelle) se prononce sur les fraudes massives qui ont entaché cette mascarade électorale », a déclaré à l'AFP le porte-parole du CNL, Thérèse Manirambona.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});